

Note de la résidence générale française à Rabat sur l'évolution de la situation au Maroc (Novembre 1955)

Légende: En novembre 1955, la direction générale de l'Intérieur de la résidence générale française à Rabat analyse la situation politique au Maroc après le retour triomphal du sultan Sidi Mohammed ben Youssef.

Copyright: (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/note_de_la_residence_generale_francaise_a_rabat_sur_l_evolution_de_la_situation_au_maroc_novembre_1955-fr-c19fbef1-c59b-48a9-8017-cf081a026349.html

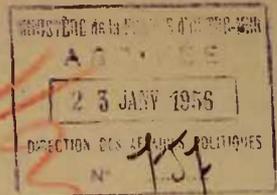


Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Résidence Générale
de la République Française
au Maroc

DIRECTION GENERALE DE
L'INTERIEUR

Division des Affaires
Politiques



Exemplaire n° 11

BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS POLITIQUES

Mois de Novembre 1955

SECRET

I - Evolution de la situation politique -

1° - Période précédant le retour du Sultan au Maroc -

Après l'accueil qui lui avait été réservé à son retour en France, il ne faisait plus de doute pour personne que le Sultan Sidi MOHAMMED BEN YOUSSEF rentrerait en souverain légitime, et depuis les fêtes du Mouloud, la prière du Vendredi dite en son nom préluait à sa restauration dans son pouvoir temporel.

Aussi bien, pendant toute la première quinzaine de Novembre, l'actualité politique s'est-elle cristallisée autour de sa personne : Au Pavillon Henri IV, se succédèrent sans interruption les représentants des tendances les plus diverses : ceux qui avaient œuvré pour son retour sur le trône comme ceux qui appartenaient aux milieux dits traditionnalistes. Après le ralliement du Pacha de Marrakech, personne ne se sentait autorisé à refuser son allégeance au souverain et de toutes parts affluèrent des messages d'adhésion et de fidélité avec une unanimité si fervente que les partis nationalistes purent craindre d'être frustrés d'une victoire dont ils se considéraient comme les principaux artisans.

La déclaration du souverain après son entrevue avec M. PINAY le 2 Novembre, où Sa Majesté se référait à la déclaration du 1er Octobre, fut le prétexte pour l'Istiqlal de rappeler au souverain que les partis nationalistes ne pouvaient pas accepter une

.....

déclaration reconnaissant le Traité de Protectorat, et celui-ci précisa qu'il avait entendu faire référence seulement à la déclaration du 9 Octobre du Président E. FAURE.

Cependant, tandis que l'Istiqlal jetait l'exclusive sur la personne d'EL FATMI BEN SLIMANE, ALLAL EL FASSI déclarait au Caire que le retour du Sultan n'était qu'une étape vers l'indépendance totale et non une fin en soi.

Le 6 Novembre, la restauration du Sultan sur son trône était approuvée par l'Assemblée Nationale. Les lettres échangées entre le Sultan et le Général CATROUX à Antsirabé au mois de Décembre étaient publiées et une déclaration commune du Ministre des Affaires Etrangères et du Sultan, à l'issue de leur entrevue de la Celles Saint Cloud, précisait les engagements réciproques des deux interlocuteurs. Le Sultan s'engageait à promouvoir "les réformes institutionnelles qui feront du Maroc un état démocratique à monarchie constitutionnelle", et à conduire avec la France les négociations "destinées à faire accéder le Maroc au statut d'Etat indépendant, uni à la France par les liens permanents d'une interdépendance librement consentie et négociée", négociations qui devront être menées directement sans l'intervention d'aucun partenaire étranger. Le communiqué conjoint suscita quelques remous au sein du P.D.I., partisan d'une négociation à trois, (sinon avec tous les signataires de l'Acte d'Algésiras), et de la part d'ALLAL EL FASSI, qui n'admit pas qu'un communiqué soi disant conjoint pût envisager des "liens éternels" entre la France et le Maroc.

Maître BOUABID lui-même se contenta de prendre acte des déclarations du 6 Novembre, évitant de prendre nettement position, dans l'attente de la réunion du comité exécutif du parti de l'Istiqlal qui se préparait à Madrid sous la présidence de BALAFREDJ.

Cependant, les gardiens du trône qui avaient remis leur démission au Sultan rejoignaient la capitale du Maroc, après avoir été chargés d'assurer leur mission jusqu'au retour du Sultan à Rabat.

Le 9 Novembre, la nomination de M. A.L.DUBOIS à la Résidence Générale était rendue officielle et le nouveau Résident rejoignait Rabat quelques jours plus tard.

A la veille de son retour en France, le Sultan avait rassemblé autour de sa personne la quasi-unanimité

.....

du peuple marocain, et ses adversaires d'hier avaient fait tous acte de soumission.

Au Maroc, bien que le terrorisme n'ait pas désarmé, l'atmosphère était dominée par une allégresse que ne parvenaient pas à troubler les incidents de Fès provoqués par des partisans du Fqih Zitouni.

Le Sultan enjoignit aux membres du Makhzen de se retirer de la vie publique et refusa de recevoir en audience le gardien du trône MOULAY ABDALLAH BEN HAFID EL ALAOUI, le Pacha de Mogador et certains collaborateurs directs de son prédécesseur. Il n'oubliait pas les sympathies que l'Espagne lui avait manifestées et à l'issue d'un entretien avec l'Ambassadeur d'Espagne exprimait son intention de se rendre à Madrid.

Tandis que le Sultan et les partis politiques lançaient un appel au calme, la Résidence Générale dans un esprit d'apaisement, faisait libérer 1173 détenus condamnés par les tribunaux chérifiens à des peines inférieures à deux ans de prison et demandait aux régions de faire libérer les détenus politiques des geoles locales.

2° - Le retour du Sultan et la Fête du Trône - (16 Novembre
20 Novembre)

Le retour au Maroc du Sultan, l'avant-veille du 28° anniversaire de son accession au trône, provoqua pendant cinq jours dans tout le Maroc une explosion d'allégresse.

Les partis politiques ont été les véritables chefs d'orchestre de la joie populaire. Leurs milices, auxquelles s'étaient jointes des formations de l'U.M.T., avaient été dotées de tenues qui, à défaut d'uniformité, apportèrent la variété de leurs coloris depuis les vêtements verts et rouges de l'Istiqlal, jusqu'aux tenues blanches et rouges du P.D.I., en passant par le kaki des vêtements militaires dont certains portaient encore l'insigne de l'armée de l'air égyptienne qu'on avait pu observer dans les commandos opérant sur Berkane. On demeura étonné de l'effort fourni par le P.D.I. pour ne pas être dépassé par l'Istiqlal. Ce parti réussit, en faisant venir à Rabat des formations de province, à réunir 4.000 hommes, c'est-à-dire autant que l'Istiqlal. Les uns et les autres surent imposer dans l'ensemble une discipline à une population dont les éléments citadins avaient été soumis pendant deux ans d'action clandestine à l'obéissance aux mots d'ordre et aux manœuvres collectives,

.....

dont la fermeture des boutiques était la plus typique. On put observer par endroits des liaisons courtoises avec le service d'ordre officiel, mais certaines frictions opposèrent les miliciens du P.D.I. et de l'Istiqlal, laissant, présager leur rivalité.

Cependant, ces journées de festivités ne dépassèrent pas en éclat la fête du trône de 1952, et parfois comme à Oujda, déplacèrent moins de monde que les fêtes du Mouloud. Plusieurs dizaines de milliers de personnes venant de Casablanca pour la plupart se rendirent à Rabat.

Sa Majesté arriva à l'aérodrome de Salé à 11 h 30. Les lentes manœuvres de son appareil donnèrent à la foule quelques minutes de "suspense", puis ce fût la grande clameur autour du cortège pressé de gagner le Méchouar, et la brève allocution du Sultan.

La journée du lendemain fût marquée surtout à Rabat par des conférences de presse organisées par l'Istiqlal et le P.D.I.

La population française n'avait été l'objet d'aucune démonstration hostile et à Taza, Meknès et Safi les Européens furent mêmes invités à s'associer aux réceptions. La part consacrée à la France dans le discours du trône contribua à rassurer la population française.

Pendant toute la journée du 18, les cortèges se multiplièrent dans tous les centres : A Meknès, 30.000 personnes se rendirent devant les tombes des victimes des échauffourées du 25 Juillet; A Rabat, 15.000 personnes défilèrent à travers la ville sous la direction de MEHDI BEN BARKA. le lendemain, des meetings organisés dans le calme, à Port-Lyautey, Rabat et Casablanca. Le peuple marocain semblait faire l'apprentissage de son indépendance dans la dignité.

Renouant avec la tradition, le Sultan devait consacrer plusieurs journées à recevoir les délégations des régions. Le Samedi 19 Novembre dans la matinée, les délégations de Rabat et de Fès attendaient dans la cour intérieure du Palais d'être reçues par le souverain. Le khalifa du pacha de Fès SI BAGHDADI, fils de feu le pacha BAGHDADI, baroudeur renommé qui avait pris part aux exercices militaires du Rif en 1925, fut désigné par la foule qui le désarma et le lyncha mortellement. Plusieurs caïds après lui furent pris à partie: l'un d'entre eux, le caïd FECHTALI de la région de Fès, ne devait pas

.....

survivre à ses blessures, tandis que le caïd MARRAKCHI des Oudafas ne dut son salut qu'à la présence d'esprit de son fils. Le bilan de ces incidents fut de 4 morts et 6 blessés (dont le vice président de la chambre de commerce de Rabat, CHERKAOUI), et il n'est pas exclu que plusieurs victimes non identifiées (au moins deux) aient été brûlés et enterrés dans l'enceinte du Méchouar où elles se trouveraient encore. Le respect de l'ordre à l'intérieur du Méchouar incombait à la Garde Noire et à l'Istiqlal, auquel le P.D.I. avait refusé de se joindre à la suite d'une discorde. Le Palais publia un communiqué où il déclarait que les caïds et les pachas n'avaient pas été convoqués (alors qu'ils l'avaient été effectivement par l'entremise du Président du Conseil désigné, et des Chefs de Régions, selon la tradition. Une mise au point officieuse fût publiée ultérieurement par le journal "Le monde"), et annonçait la suspension des réceptions de délégations, le Sultan promettant de visiter personnellement les différentes régions du Maroc. Les tribus en route pour Rabat trouvèrent fermées les portes du Méchouar et se répandirent en ville sans cependant y provoquer d'incidents.

Dans plusieurs autres villes du Maroc, les représailles contre les serviteurs de l'ancien régime se déroulaient avec violence et parfois sauvagerie, tandis qu'apparaissaient quelques manifestations d'hostilité à l'égard des ressortissants français au demeurant rares.

A Meknès, un policier français n'ayant pas obéi aux injonctions d'un milicien de l'Istiqlal, fût pris à partie par la foule et dût se réfugier au poste de police du Bordj Moulay Omar. La foule qui l'avait suivi attaqua le poste après avoir coupé les fils téléphoniques. Les policiers lancèrent des grenades lacrymogènes et tirèrent des coups de feu en l'air sans résultat; ils durent alors faire usage de leurs armes, tandis que la troupe alertée intervenait. L'incident fit 6 blessés parmi le service d'ordre, 4 tués marocains et une quarantaine de blessés, la plupart aux jambes.

A Casablanca, dans une atmosphère alourdie par les conflits sociaux, plusieurs "collaborateurs", en particulier des indicateurs de police, furent poursuivis par la foule et le nombre des victimes ne fût limité que grâce à la protection qu'ils trouvèrent auprès des patrouilles du service d'ordre. A 18 h 30, une mutinerie éclatait à la prison civile : 68 détenus pour délits spéciaux refusèrent de laisser faire l'appel, accusant

leur directeur d'interdire l'entrée des parloirs. La discussion dégénéra en bagarre au cours de laquelle des détenus s'emparèrent du revolver d'un gardien. Il fallut faire usage de grenades lacrymogènes pour récupérer l'arme. Les détenus furent évacués un quart d'heure plus tard de leurs cellules qu'ils rejoignirent pour y passer la nuit. L'insuffisance de l'aération provoqua des troubles pulmonaires sur plusieurs détenus dont trois succombèrent à l'intoxication.

A Marrakech, le garde du corps d'un moqaddem qui avait fait usage de son arme à la suite d'une altercation avec un jeune marocain fut poignardé et lynché par la foule; un industriel marocain était lapidé et sa maison pillée pendant que la foule lacérait des drapeaux français.

A Fès, dans le quartier de Bab Ftoah, un camion transportant du vin était incendié, un marocain lapidé un autre arrosé d'essence et brûlé; la foule tentait de prendre d'assaut le poste de police, tandis que des manifestants essayaient de mettre à sac le domicile du khalifa BAGHDADI et de deux inspecteurs de police marocains.

A Fédala, à El Kelaa, à Martimprey du Kiss, à Immouzer du Kandar, des marocains furent lapidés ou brûlés vifs soit parce qu'ils avaient été dénoncés comme indicateurs, soit parce qu'ils avaient été trouvés en état d'ivresse.

Dans la soirée du 20 Novembre, la cote d'alerte était atteinte. Grâce au sang froid des forces du maintien de l'ordre, les incidents n'avaient nulle part dégénéré en émeutes.

3° - Vers la constitution du Gouvernement marocain -

Au lendemain des fêtes du Trône, le Sultan annonçait son intention de procéder sans tarder aux consultations préalables à la formation du Gouvernement. Tandis que la Commission des Grâces accordait la liberté à 875 détenus politiques condamnés par les tribunaux Chérifiens à des peines inférieures à deux ans, le Sultan s'efforçait de son côté d'empêcher tout désordre en lançant un nouvel appel au calme: cet appel ne fût pas partout entendu.

A Taza, un fonctionnaire français ayant dans un accès de folie blessé un mokhazeni au bras, la population à laquelle s'étaient joints des éléments des tribus se rassembla autour du poste de police de Taza qui put

être dégagé grâce aux bombes lacrymogènes. Les manifestants se portèrent alors vers le bureau du territoire. Des barrages s'élevèrent dans les rues tandis que plusieurs magasins et bâtiments publics étaient pillés et des voitures incendiées. Pendant que la troupe évacuait à la hâte les Européens de la médina, un français circulant en voiture fut cerné et massacré. Dans le même temps, la demeure de l'Officier Commissaire du Gouvernement chérifien était prise d'assaut et les premiers coups de feu ne pouvaient être évités, tuant un marocain et en blessant trois autres.

A Casablanca, la rumeur se répandait en milieu marocain que 70 détenus de la prison civile avaient été massacrés: un nommé BENMANI figurait parmi les victimes et son corps avait été rendu à sa famille; des meneurs répandirent la nouvelle qu'il s'agissait du leader de l'Istiqlal du même nom, détenu à Port-Lyautey, et donnèrent le signal d'une grève générale le 22 Novembre. Les obsèques eurent lieu dans une atmosphère d'extrême nervosité: 40.000 personnes suivirent jusqu'au cimetière de Ben Msik la dépouille de celui qu'elles croyaient être un héros de l'Istiqlal. Des miliciens nationalistes fouillèrent européens et marocains pour saisir leurs armes prétendant que des fauteurs de troubles circulaient en ville. Il y eût des scènes de violence qui firent un mort et deux blessés dont un français. L'hystérie collective était telle que dans la soirée plusieurs marocains qui prétendaient avoir été intoxiqués par de l'eau polluée se présentèrent à l'hôpital Maurice Gaud; 55 d'entre eux y furent admis et les médecins diagnostiquèrent un état de prostration provoqué par la chaleur et la surexcitation.

Ayant retrouvé leurs principaux leaders, les partis politiques s'organisaient peu à peu. Inquiets par la persistance des attentats terroristes, ils multiplièrent leurs efforts pour juguler les méthodes qui s'expliquaient à leurs yeux quand le nationalisme était clandestin, mais ne pouvaient désormais qu'amener l'anarchie et les déconsidérer aux yeux mêmes de l'opinion.

SI FATMI BEN SLIMANE et les gardiens du trône ayant remis leur démission, le Sultan commença ses consultations politiques en vue de la formation du Gouvernement. Il reçut en son Palais à partir du 23 Novembre des représentants des partis politiques et du monde du travail ainsi que de nombreuses personnalités qui pouvaient être considérées comme ministrables: SI MOHAMMED BEN LARBI EL ALOUI de Fès, SI AHMED BARGACH, SI MOHAMMED ZEGHARI, président du 2^e Collège de Fès, HADJ OMAR SEBTI, et surtout S.E. SI BEKKAÏ. Le Samedi 26

.....

Novembre, les partis politiques remettaient au Sultan les réponses aux questions que celui-ci leur avait posées et se déclaraient prêts à suivre la personne de S. E. SI BEKKAI.

Le problème essentiel qui se posait au président pressenti était un problème de dosage: le P.D.I. réclamait un tiers des sièges, un second tiers devant selon lui revenir à l'Istiqlal et le troisième tiers aux indépendants. L'Istiqlal de son côté ne voulait pas avoir moins de 50 % des sièges gouvernementaux.

Après ses consultations personnelles SI BEKKAI donna, le 30 Novembre, une réponse affirmative au Sultan après s'être arrêté à une répartition des portefeuilles qui donnait neuf sièges à l'Istiqlal, six au P.D.I., cinq aux indépendants, parmi lesquels devait figurer une personnalité israélite. La répartition des différents ministères correspondait sensiblement à la structure de l'administration néo-chérifienne.

Le gouvernement devait comprendre quatre ministres d'état chargés des négociations, soit deux représentants de l'Istiqlal, un représentant du P.D.I. et un indépendant. Cette répartition risquait de créer des difficultés, mais le Président SI BEKKAI était décidé à arbitrer d'éventuels conflits.

II - L'effacement des partis traditionalistes et l'essor des partis nationalistes -

L'accession du Maroc à son indépendance fut interprétée par la population marocaine comme la fin d'un régime symbolisé par les pachas et les caïds et d'une façon générale par tous ceux auxquels depuis la conférence d'Aix les Bains on donnait le nom de traditionalistes et au rang desquels se trouvaient des personnalités qui, depuis de longues années, collaboraient avec les autorités Françaises.

Le signal de rébellion contre les pachas et les caïds donné le 19 Novembre par les massacres du Méchouar ne tarda pas à se répercuter en province. Rapidement, l'autorité des caïds et la sécurité de leurs personnes se trouvèrent compromises; les autorités de contrôle donnèrent l'alerte: une brèche avait été ouverte dans le commandement, l'anarchie menaçait. A Meknès, le Khalifa du pacha, HADJ MOHAMMED SKALLI, était frappé le 20 Novembre d'un coup de couteau au ventre; le lendemain

à Fès, le caïd RAHO, poursuivi par la foule, devait se réfugier au contrôle civil que les manifestants tentaient de prendre d'assaut.

Conscient de l'exclusive lancée par les partis nationalistes contre les caïds et les pachas, et soucieux d'éviter que l'anarchie ne s'empare du pays, le Sultan lança le 21 Novembre un appel de ton modéré: "L'ère nouvelle dans laquelle nous allons nous engager ensemble implique nécessairement un changement profond des institutions, des méthodes et des cadres. Ces changements interviendront sous peu. En attendant, l'organisation actuelle dans les villes et les campagnes demeure valable". Cette déclaration fut impuissante à calmer les inquiétudes des chefs marocains, qui déjà accusaient la France de trahison.

Dans l'ensemble du pays, spécialement à Fès, Agadir, et Cujda, les tribus demandèrent des délais pour le paiement du tertib ou s'opposèrent ouvertement à son recouvrement: 150 réfractaires de la banlieue de Fès se réfugièrent au Horm de Moulay Idriss où l'Istiqlal organisait leur ravitaillement en échange de leur adhésion au parti. Les tribunaux coutumiers étaient désertés, les fellahs conduisaient leurs troupeaux sur les terres des caïds et les réserves forestières, et à Meknès, certains d'entre eux commencèrent à labourer des terres appartenant à des colons. A Marrakech, où la maladie du Glaoui laissait un vide dans le commandement, les autorités dur nt empêcher des fellahs de s'emparer de terrains de culture situés dans la banlieue. Partout le bruit courait du départ des français et du partage de leurs biens: l'apprentissage de l'indépendance côtoyait l'anarchie.

Une décision du Sultan s'imposait: le Résident Général obtint que la liste des 60 caïds jugés indésirables fut réduite à 18. Connue le 27 Novembre, cette liste comprenait les pachas de Casablanca de Mogador, d'Agadir, de Meknès, d'Azenmour, de Khouribga et 12 caïds (1).

.....

(1) - 5 à Rabat, 5 à Fès, un à Marrakech, un à Meknès.

Sortis de la clandestinité, les partis politiques avaient retrouvé leurs principaux leaders. Seul(1), ALLAL EL FASSI, bien qu'il ait reçu l'autorisation, de rentrer au Maroc préférerait rester en exil, position avantageuse pour observer le déroulement des événements et choisir le moment opportun d'un retour au Maroc auquel l'Istiqlal prépare déjà activement l'opinion.

Profitant de l'effacement des autorités traditionnelles, les militants des partis nationalistes entreprirent une propagande active pour multiplier le nombre de leurs adhérents et étendre leur zone d'influence: leur succès ne fût pas général, et dans certaines tribus, ils reçurent un accueil hostile, reflet du particularisme ethnique de certaines régions et de l'opposition encore vivace entre citadins et campagnards.

"El Alam", organe quotidien de l'Istiqlal parut à nouveau le 22 Novembre, tandis que "Raï el Amm" journal du P.D.I., était publié chaque semaine. A leurs informations s'ajoutèrent des consignes diffusées par des tracts émanant d'organismes divers auxquels on hésite à donner une étiquette politique précise.

Désireux de prouver leur volonté de faire respecter l'ordre, les partis politiques avaient maintenu les milices organisées pour les fêtes du trône, et qu'on aurait pu croire éphémères.

Dans certaines villes, Casablanca, Rabat, Meknès en particulier les partis politiques organisent des "postes de police" qui règlent les litiges. Des groupes paramilitaires, composés de jeunes gens principalement ont été vus se livrant à des exercices du soldat sans arme.

Le P.D.I. et l'Istiqlal rivalisent d'activité pour capter à leur profit, l'opinion et leurs rapports se tendent de plus en plus : l'Istiqlal accuse le P.D.I. de compromission avec des éléments traditionalistes désireux de donner des gages au nationalistes. Le P.D.I. apparemment surclassé dans les grands centres urbains par l'Istiqlal, épaulé par l'U.M.T., s'efforce de recruter des adhérents dans la bourgeoisie cultivée et parmi les populations rurales.

(1) A vrai dire le P.D.I. restait aussi privé de son Secrétaire Général MOHAMMED BEL HASSAN OUEZZANI, et le Secrétaire Général du P.C. marocain, ALI YATTA, se voyait interdire d'entrer au Maroc le 22 Novembre.

Le groupe des indépendants libéraux, récemment constitué par Mes MOULINE et GUEDIRA, multiplie les appels à l'union.

La visite au Maroc de deux Ministres Arabes, un Ministre d'Etat iraquien et le Ministre égyptien des Habous, a donné lieu entre les deux partis rivaux à une émulation dont le protocole a quelquefois souffert, à Marrakech par exemple où le Ministre iraquien a dû rejoindre son domicile pour éviter une rencontre fâcheuse entre délégations rivales.

Aux derniers jours du mois, quatre attentats presque simultanés étaient commis à Casablanca contre des leaders du P.D.I. et de l'Istiqlal, et, avant même que soient connus les résultats de l'enquête, on chuchota qu'il s'agissait d'un réglément de compte entre nationalistes. L'émotion suscitée par ces attentats s'est rapidement dissipée.

III - L'action terroriste et la menace sur le Rif -

L'évolution du terrorisme au cours du mois de Novembre a été caractérisée par une recrudescence très nette pendant la première quinzaine (282 attentats sur un total de 386), puis, après une période de trêve coïncidant avec les fêtes du trône, par une reprise des attentats sur un rythme plus ralenti. Au total, le nombre des attentats a diminué de près de moitié par rapport au mois précédent.

Les partis nationalistes semblent s'être désolidarisés du mouvement terroriste et ont annoncé leur intention de participer à l'arrestation des auteurs de troubles qui seraient dirigés sur des P.C. aménagés par les partis avant d'être conduits au Palais.

Bilan du terrorisme - Au moment où le Sultan vient de rentrer au Maroc, il n'est pas sans intérêt de signaler que le bilan du terrorisme pendant la période d'exil de MOHAMMED V s'élève à 6722 attentats (1), qui ont fait 2742 victimes (2).

.....

(1) - 1757 agressions - 1019 explosions -
2763 incendies - 1183 sabotage.

(2) - 102 tués et 491 blessés européens -
624 tués et 1520 blessés marocains.

Les 386 attentats enregistrés au cours du mois de Novembre se répartissent comme suit :

- Contre les personnes : 182 agressions qui ont fait un tué et 16 blessés européens, 77 tués et 96 blessés marocains.

- Contre les biens privés et le domaine public: 204 attentats (70 explosions, 81 incendies et 47 sabotages, 6 jets de pierres).

La répartition géographique est la suivante :

- Casablanca ville : 180 attentats dont 102 agressions qui ont fait un blessé européen, 54 tués et 40 blessés marocains. Région de Casablanca: (Settat et Fédala en particulier) : 51 agressions, explosions, incendies ou sabotages.

- Oujda et sa Région : 34 attentats faisant un tué et un blessé européens, 10 tués et 12 blessés marocains.

- Marrakech et sa Région : 52 attentats qui ont fait deux blessés européens, 3 tués et 6 blessés marocains.

- Rabat et sa Région : 34 attentats qui ont fait 2 blessés européens, 2 tués et 21 blessés marocains.

- Fès et sa Région : 19 attentats qui ont fait 3 tués et 4 blessés marocains.

- Meknès et sa Région : 11 attentats qui ont fait 1 blessé européen, 2 tués et 2 blessés marocains.

- Agadir: 6 attentats qui ont fait 4 blessés européens, 3 tués et 13 blessés marocains.

Le terrorisme a revêtu depuis deux mois dans l'Oriental un aspect particulier tenant à la proximité des zones de rébellion du Rif et d'Oranie. En pays Beni Snassen en particulier, on a enregistré une dizaine d'incursions de bandes armées qui cherchent à provoquer un pourrissement du pays en semant la terreur dans les cadres makhzen et le personnel auxiliaire des autorités locales. La situation dans la tribu des Beni Snassen ne laisse pas d'être préoccupante et les chefs marocains sont dans le plus grand désarroi. Il n'est pas douteux que dans cette zone le terrorisme prépare le terrain à "l'armée de libération". Les tribus Meknassa, Tsoul et

....

Rhiatta situées au Nord et au Sud de Taza sont également très travaillées. Les sabotages de lignes téléphoniques, les coupures de routes, l'attaque manquée d'un poste de mokhazonis au col du Touahar (entre Taza et Guercif) col emprunté par la route et la voie ferrée, sont autant de signes d'une volonté d'établir une liaison entre la zone de dissidence du Rif et les régions montagneuses du moyen Atlas favorables à l'implantation du maquis.

Aussi bien, la menace sur le front nord que l'action de nos troupes avait pu écarter au cours du mois d'Octobre, reprend elle une acuité nouvelle. La tactique des rebelles opérant par coups de main est de nature à décourager les unités qui leur font face, parmi lesquelles on a enregistré au cours du mois 155 désertions.

La situation dans le Rif s'est aggravée au cours du mois de Novembre. Il existe dans ces montagnes, où les manœuvres de nos unités sont extrêmement difficiles; plusieurs bandes fortes de quelques centaines ou milliers d'hommes qui font peser sur le couloir de Taza et sur la région de la Moulouya une menace permanente. L'intention du comité de libération de l'Afrique du Nord, dont on pense qu'il a pris la direction des opérations dans cette zone, semble bien être de créer une zone de dissidence "libérée" qui peut constituer au cours des prochaines négociations un moyen de pression, au cas où les partis extrémistes n'obtiendraient pas satisfaction à toutes leurs revendications.

IV - Conflits sociaux et activités syndicales -

Le mois de Novembre a vu se développer une agitation sociale où il était parfois difficile de tracer la frontière entre les mobiles d'ordre politique et d'ordre professionnel.

Au cours de la première quinzaine, on a pu observer des grèves sans gravité comme celles qui éclatèrent aux Fonderies de Oued El Heimer, (Oujda) et à la base américaine de Port-Lyautey pour protester contre le licenciement d'ouvriers. Pendant les journées des 17 et 19 Novembre qui n'étaient pas officiellement chômées, la cessation du travail a été à peu près générale; les entreprises assurant un service public ont rempli leur mission au mieux avec un personnel européen et quelques volontaires marocains. Au lendemain des fêtes du trône, l'agitation sociale a pris un caractère

plus aigu. Les grèves se sont multipliées: les unes ayant un caractère politique (grève générale du 22 Novembre à l'occasion des obsèques des détenus de la prison civile de Casablanca), d'autres ayant pour seul but de contraindre les employeurs à reprendre des ouvriers licenciés (grève de la Fonderie des Tahors, de la SA-MOA et des entreprises CAILLOL, CHELLADI, etc...). La grève des chevillards déclenchée le 29 Novembre à Casablanca et à Port-Lyautey eut pour motif apparent de protester contre le paiement de l'impôt sur les bénéfices professionnels qui toucherait plus durement les abatteurs que d'autres professions en raison des facilités de contrôle. Mais cette grève a pu être également déclenchée à la suite de mots d'ordre politiques, des tracts signés du "mouvement de la résistance clandestine de Casablanca" et enjoignant aux chevillards d'arrêter leur travail ayant été diffusés, une grève à l'appui de revendications professionnelles a éclaté aux bases aéronavales les 15 et 30 Novembre, à la "Vigie marocaine" (vendeurs de journaux le 23 Novembre), tandis qu'une grève perlée à laquelle participait le personnel européen était signalée aux Ateliers Industriels de l'Air à Casablanca. Enfin, à Safi, les dockers amorcèrent un mouvement de grève qui fut désapprouvé par leur syndicat.

L'U.M.T. n'a cessé de jouer dans les conflits sociaux un rôle important. Les fêtes du trône où l'on vit ses miliciens contribuer au respect de l'ordre à côté de ceux des partis nationalistes, furent pour l'U.M.T. l'occasion d'organiser des démonstrations de masse dont les principales se déroulèrent au stade municipal de Rabat le 19 Novembre, à Port-Lyautey, à Marrakech et à Khénifra.

Au 30 Novembre, le nombre des syndicats affiliés à l'U.M.T. s'élevait à 43 (1), 9 autres ayant déposé leurs statuts (dont 8 à Marrakech).

Le 6 Novembre, l'U.M.T. constituait sa première Fédération, la Fédération nationale des travailleurs du rail. Son Secrétaire Général, MAHJOUR BEN SEDDIK, se déplaçait dans tout le Maroc pour multiplier la création de syndicats et devant son succès, les autres con-

.....

(1) - 25 à Casablanca - 6 à Oujda - 5 à Rabat,
3 à Port-Lyautey -

trales syndicales ne tardaient pas à lui faire des avances tout en perdant progressivement leur influence en milieu marocain. Le bureau local de la Fédération postale C.G.T. décidait, par 25 voix contre 12, le ralliement en bloc à l'U.M.T.; la hâte apportée dans la procédure qui a consacré cette fusion traduit le désir des responsables locaux de cette puissante fédération, dont plusieurs sont communistes, de s'introduire au plus vite au sein de l'U.M.T. pour la noyauter et remettre en question l'affiliation de l'U.M.T. à la C.I.S.L., objectif que s'était assigné le comité préparatoire d'HADDAOUI inféodé à la F.S.M., adversaire de MAHJOUB BEN SEDDIK

En attendant, la C.G.T. pour montrer sa bonne volonté fait savoir à la direction des P.T.T. qu'elle ne présentera pas de candidat aux prochaines élections des représentants du personnel mais que des listes communes tenant compte de la fusion seraient établies, ouvrant ainsi à l'U.M.T. pour la première fois l'accès aux commissions d'avancement et de discipline d'une administration.

Le noyautage de l'U.M.T. par des éléments de la C.G.T. a semblé s'accroître en fin de mois où l'on annonçait un projet de fusion entre l'union marocaine des cheminots (C.G.T.) et la Fédération U.M.T. du rail. HADDAOUI lui-même aurait manifesté son intention d'adhérer à l'U.M.T. et l'on peut se demander si la C.I.S.L. acceptera que l'U.M.T. compte parmi ses dirigeants d'anciens cégétistes ayant appartenu à la F.S.M.

Au sein de la C.G.T.-F.O. des défections se préparent; cette centrale envisage la création d'un comité de coordination des centrales d'Algérie et du Maroc. Quand à la C.F.T.C., elle conserve une attitude réticente à l'égard de l'U.M.T. qui l'a sollicité pour la formation de ses cadres, attitude que lui reproche une minorité de militants impressionnés par l'adhésion de deux des leurs à l'U.M.T.

Dès maintenant, l'U.M.T. constitue une puissance avec laquelle le gouvernement devra compter: la principale difficulté à laquelle elle se heurte est l'insuffisance de ses cadres; ses projets de centres de formation syndicale à Rabat n'ont pas encore abouti et il semble qu'elle devra faire appel à des Européens qui peuvent constituer un élément modérateur.

Les sympathies de l'Istiqlal et de l'U.M.T. sont connues de tous et l'on sait que plusieurs dirigeants

.....

de l'U.M.T. sont des militants de l'Istiqlal. D'ores et déjà, l'U.M.T. joue auprès de l'Istiqlal le rôle que joue l'U.G.T.T; auprès du Néo-Destour. Son Secrétaire Général, MAHJOUR BEN SEDDIK, semble cependant vouloir conserver quelque indépendance; il s'est rendu au cours du mois à Marrakech pour remettre bon ordre aux agissements de son représentant MEHDI OUAZAZI qui confondait d'une façon trop visible ses activités syndicales et son action de leader de l'Istiqlal.

L'U.M.T. a déjà à maintes occasions fait connaître les thèmes essentiels de ses revendications :

- Réintégration du personnel licencié pour activité syndicale ou politique,
- Egalité des salaires,
- Allocations familiales au même taux pour tous,
- Majoration du salaire unique minimum,
- Conclusion de conventions collectives et suppression des zones de salaire,
- Extension du droit syndical aux ouvriers agricoles,
- Libération des détenus syndicalistes,
- Levée de l'état de siège.

V - Opinion de la population non musulmane -

1°- Milieux européens -

Dans les milieux européens, inquiets des conséquences du retour du Sultan, le discours du trône et les différentes prises de position du Sultan et de certains partis politiques à l'égard des Français du Maroc, avaient largement contribué à redonner une certaine détente.

Cependant, les troubles qui ont suivi les fêtes du trône et la désagrégation progressive de l'autorité ont suscité des commentaires parfois pessimistes. Si les milieux d'affaires et les industriels pensent qu'il leur sera possible de conserver leur situation dans le Maroc nouveau, les fonctionnaires et les colons par contre se

se montrent plus alarmés, et plusieurs colons songeaient déjà à s'installer au Canada ou en Amérique du Sud.

A l'inquiétude provoquée par la conjoncture politique, est venue s'ajouter pour les colons installés en frontière du Rif une véritable angoisse causée par la présence de bandes rebelles susceptibles à tout moment de s'en prendre à leurs biens et à leurs personnes. Le fait que le terrorisme, qui n'a pas été formellement condamné par le Sultan dans son discours du trône, a repris son activité au cours de la seconde quinzaine, ajoute encore à l'inquiétude générale des français pour lesquels le retour du Sultan se solde en définitive par une perte de prestige dans l'immédiat et par l'incertitude quand à leur avenir.

Le groupement de "Présence française", que Me. le COROLLER vice président a quitté, a perdu une partie de ses troupes laissant le champ à peu près libre aux activités des mouvements libéraux, comme le Club des Jacobins ou le mouvement des Jeunes Patrons, à tendance catholique libérale.

2° - Milieux israélites -

En milieu israélite où l'inquiétude est grande les divisions s'accusent.

Inquiétude devant la formation d'un Gouvernement marocain et l'attitude des partis nationalistes qui risquent de les associer malgré eux, à une politique arabe hostile à Israël. Aussi le mouvement d'émigration s'est-il poursuivi sur un rythme toujours important. Au cours du mois de Novembre, 3144 israélites se sont embarqués vers Israël, portant à 54.000 le nombre des émigrants depuis 1949. La CADIMA, organe chargé de l'émigration et dépendant de l'Agence Juive, a en instance 50.000 demandes de départ et envisagerait de les satisfaire dans la proportion des deux tiers au cours de l'année prochaine.

Les minorités juives se sont montrées divisées : certaines personnalités, comme M. TOLEDANO et JO'OHANA font profession de sentiments pro-nationalistes et attaquent avec vigueur le Conseil des Communautés. Ces attaques, dont la presse locale s'est fait l'écho, accusèrent le Conseil des Communautés, créé pour exercer une activité culturelle et de bienfaisance, d'avoir pris une tendance nettement politique. La communauté de Fès.

.....

a refusé de participer à la réunion des Communautés du 27 Novembre et a retiré sa confiance au Secrétaire Général du Conseil, M. Jacques DAHAN, dont l'autorité semble sérieusement compromise.

Le Comité des anciens élèves de l'Alliance israélite universelle a, de son côté, repris les critiques de M. TOLEDANO et désapprouvé les activités personnelles de M. DAHAN.

Conclusion -

Le Maroc a vécu pendant le mois de Novembre dans une atmosphère de "révolution". Si des troubles, parfois sérieux, se sont produits, le changement de régime politique n'a cependant pas provoqué les désordres graves que l'on pouvait appréhender. Les partis nationalistes, désireux de prouver leur maturité politique se sont efforcés de contribuer au maintien de l'ordre, mais les méthodes autoritaires qu'ils ont employées risqueraient, si elles se perpétuaient, de compromettre les institutions démocratiques dont la création est en cours. Déjà, une partie de l'opinion considère que le Sultan ne peut garder son indépendance devant la pression des partis nationalistes et de l'U.M.T.

Pour ces éléments extrémistes, ALLAL EL FASSI est devenu le symbole de l'indépendance totale; le leader de l'Istiqlal fait désormais l'objet d'une très vive propagande. Au moment même où le Maroc se prépare à devenir une monarchie constitutionnelle de type occidental se dessine une opinion dissidente inspirée par la tendance orientale de l'Islam dont ALLAL EL FASSI s'est fait le champion. L'impunité dont jouissent en zone espagnole les bandes rebelles fait peser sur le Rif une menace dont la gravité est continue, et qui pourrait si elle s'accroît, servir de support à des exigences incompatibles avec le maintien de nos intérêts en Afrique du Nord./.